Négatif

Bulletin irrégulier – février 2008 – n°9

Mais qu'est-ce qui se passe là-dedans ?

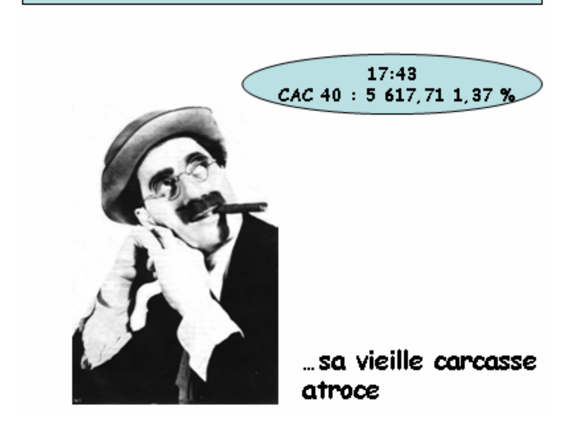
Un mal étrange, une sorte de grand sommeil, nous fait préférer la fausse conscience à la réalité crue. Tout notre malheur est là.

Un homme promet de faire la guerre au peuple ? Il est élu !

Une femme, sa rivale, fait le serment de lever une armée de cadavres, de soulever un tas d'ordures sorties des égouts : travail, famille, patrie, ordre juste et sécurité – viva la muerte (!) ? Déjà on, le on des sondages puisque le genre d'escroquerie qui se pratique de nos jours en vient à prêter une âme aux abstractions, regrette de ne pas l'avoir élue.

Un grand sommeil. Sans rêve ni passion. Comme si la mort avait pris l'apparence de la vie.

Un spectre hante l'Occident…



Dans cette cour des miracles, on regarde les singes savants se perdre dans leurs fortes pensées qui ne sont que des leçons bien apprises. Les fonctionnaires fonctionnent, les syndicats négocient les conditions de la défaite et les professeurs professent. Sans style.

Parfois on agite le chiffon rouge. Pour la forme. Le gouvernement veut introduire la police dans les écoles ? A quoi bon puisque les salles des professeurs abritent depuis toujours les chiens de garde de la République casquée, cloutée, gantée, gâtée. Tant et si bien qu'il ne serait pas superflu d'écrire aux portes des établissements scolaires, à l'intention des moins de vingt ans : « Sous peine de voir vos têtes se couvrir de cheveux gris, veuillez ne pas entrer ici. »

Il arrive pourtant parfois qu'une partie de la jeunesse, lassée des sermons et refusant d'être enterrée vivante, se rebelle et saute au cou des macchabées qui prétendent œuvrer pour le bien commun.

Alors le cimetière s'anime, les morts s'échauffent et reprennent vigueur. Ils hurlent contre ces fauteurs de troubles du sommeil qui refusent la sou-soupe dégueulasse, s'interrogent, doutent et s'insurgent.

« Contre la chienlit qui menace - l'ordre juste et la sécurité ! »

Et les autres, de l'autre bord : « Non voyons – juste l'ordre. »

Et si ça ne suffit pas, on envoie les flics contre tous ceux qui rejettent le progrès de la réaction et de la contre-révolution. Et s'il en faut encore, on fait donner les flics déguisés en curés. Et si, décidément, ça ne passe pas, on consulte, on discute et les universités deviennent, pour une journée ou pour une heure, des salles de spectacle où a libre cours la fausse critique de salon.

Mais qu'importe, il y a encore une jeunesse, étant entendu qu'il ne saurait ici être question seulement d'âge. Tous ceux qui ont encore des yeux pour voir clair là-dedans ne peuvent l'ignorer.■

De quelques illusions et de leur avenir

Les mouvements de grève dans les transports, dans les universités et les lycées ont donné lieu à une série d'illusions. Illusion qu'il serait souhaitable de pouvoir compter avec les syndicats ou les médias. Illusion encore quand on croit possible de développer des luttes politiques offensives à l'intérieur d'un espace pseudo-démocratique qui n'est jamais que l'expression de la violence légale de l'État et de ses appareils. Pourtant, en même temps, nous voyons émerger d'autres principes, les nôtres, qui sont comme des promesses : le désir d'autonomie et la nécessité d'une auto-organisation. Toutefois, s'en tenir à des formes sans penser au fond des choses, autrement dit à leur contenu politique, relève de l'inconséquence tant la politisation des luttes est inséparable de la question de l'orientation politique. Les temps sont à l'actualisation de l'idée et de l'action révolutionnaires.

La volonté d'autonomie

Le mouvement de grève à la SNCF et, dans une moindre mesure peut-être, à la RAPT d'une part, et le mouvement de contestation contre la loi Pécresse dans les universités et les lycées d'autre part ont donné lieu, de-ci de-là, à des tentatives d'auto-organisation de la lutte.

À la SNCF, des assemblées générales souveraines à la base se sont constituées et ont pu devenir les lieux à partir desquels la mobilisation contre la remise en cause des régimes de retraite s'est développée. Cette volonté de participation directe à la grève en prenant part aux décisions quant à la conduite du mouvement et à ses modalités sont une remise en cause des pratiques syndicales qui étaient jusqu'à présent dominantes. Les bureaucraties syndicales, et la CGT en particulier, qui reste le syndicat hégémonique à la SNCF et à la RATP, y compris d'un point de vue culturel, sont en effet plus habituées à conduire des conflits en s'appuyant sur les délégués syndicaux acquis à la cause de leur organisation plutôt qu'à celle des travailleurs en grève et à leurs aspirations réelles, contrôlant et maîtrisant ainsi totalement le mouvement de grève. Ces assemblées générales souveraines de lutte ne se sont d'ailleurs pas seulement contentées de discuter de la réforme des régimes de retraite puisque, par endroit, il y a été aussi question du travail lui-même. Les grévistes ont donc aussi, même aux marges du mouvement, fait directement de la politique en s'emparant de la question économique d'habitude dévolue aux spécialistes et aux technocrates : pourquoi travaille-t-on, dans quel but et pour quel coût humain et écologique ? Il ne s'agit pas de dire que ces pratiques ou la volonté d'autonomie sont un phénomène massif, mais qu'elles apparaissent, même de façon évanescente, comme des aspirations qui cherchent à s'actualiser, alors que la conformation à la routine quotidienne et la bureaucratisation des esprits entretenues par les directions syndicales finissent toujours par l'emporter.

À l'université, les étudiants se sont organisés eux aussi sous la forme d'assemblés souveraines et, au niveau national, sous la forme d'une coordination, en cherchant là encore à auto-organiser la lutte à la base. Le premier syndicat étudiant, l'UNEF, assez faible et ayant peu de légitimité, même d'un point de vue «légal » (le taux d'abstention aux élections étudiantes est en effet très fort), a été quasiment inexistant dans un premier temps. Son seul fait d'arme, mais pas des moindres, aura été d'appeler à la suspension du mouvement alors qu'il n'a pas été à l'origine de la grève contre la loi Pécresse sur les campus et qu'il a défendu des revendications qui ne correspondaient pas à la plateforme de la coordination nationale, la seule instance qui pouvait se révéler comme légitime aux yeux des grévistes parce qu'émanant d'eux-mêmes, dans le principe en tout cas[1]. Mais les pratiques de l'UNEF sont celles de toutes les

[1] L'Unef ne peut apparaître aujourd'hui, aux yeux de tous ceux qui ne veulent pas les fermer, que comme une bureaucratie syndicale dans ce qu'elle a de plus caricatural : un appareil bureaucratique d'État qui annonce clairement la couleur. Alors qu'une poignée d'étudiants résistait encore par des occupations à la loi Pécresse, le président de l'UNEF démissionnait sans rire de ses fonctions pour rejoindre séance tenante l'équipe Delanoë, maire de Paris et personnage de premier ordre du parti socialiste, farouche opposant à l'ordre établi comme chacun a pu le constater quand il avait la majorité politique ces dernières années.

bureaucraties syndicales. Ainsi a-t-on pu voir la CGT main dans la main avec la CFDT, FO et consorts pour négocier avec le gouvernement sur des bases qui n'avaient rien à voir avec les revendications défendues dans les AG souveraines à la SNCF ou à la RATP. Depuis la fin du mouvement, on a même entendu la CGT appeler à une grève « contre-feu » d'une journée avec la Confédération Générale des Cadres (CGC), puis revenir sur cette journée de grève dans le but manifeste de contrecarrer des syndicalistes de base, de SUD pour la plupart, qui comptaient lancer une grève illimitée en assemblée générale à partir du 20 décembre. Une grève contre la grève en somme. Les syndicats, en tant que bureaucraties parties prenantes de l'ordre établi et de l'administration des hommes sous le régime capitaliste, étaient déjà contre la révolution et l'émancipation sociale et politique. Maintenant plus personne ne peut ignorer qu'ils sont aussi contre la grève, sauf à parler en termes de simulacre et de simulation, ce que sont toujours les grèves d'une journée sans perspective appelées par les directions syndicales et qui, de ce fait, renvoient à la routine et la dépossession plutôt qu'à l'autonomie.

La volonté d'auto-organisation et d'autonomie par rapport aux partis et aux syndicats s'est accompagnée d'une tentative de mettre fin à la séparation et au corporatisme. En plusieurs endroits, nous avons vu des étudiants aller dans les assemblées générales des cheminots ou des travailleurs de la RAPT, mais l'inverse a été vrai aussi, dans le but de faire converger les luttes ; dans certains cas, des actions communes comme le blocage des voies dans les gares ont eu lieu. Des pratiques politiques vivantes et autonomes s'esquissent dans le brouillard ambiant, et la tentation d'auto-organisation face aux politiques de régression sociale, pour ne pas dire face à la réaction sociale, existe. Mais le plein développement de l'imagination collective contre l'ordre capitaliste actuel reste entravé.

Les entraves au développement de l'imagination collective radicale

La lutte sur le strict terrain syndical reste sans doute le principal frein au développement d'une imagination sociale collective. Parcellaire et corporatiste, la lutte syndicale s'en tient le plus souvent à une défense des intérêts économiques des travailleurs, sans se préoccuper de la vie quotidienne dans sa totalité ni de l'institution d'un espace politique où il serait possible de repenser les problèmes politiques essentiels : la production et la reproduction de la vie humaine et son organisation. Ces problèmes ne peuvent pas être laissés aux syndicats parce qu'il s'agit au fond de déterminations politiques avant d'être une question économique ou technique. En refusant ou en étant dans l'incapacité d'articuler ensemble les luttes parcellaires, en ne visant pas la remise en cause de la domination dans sa totalité, les organisations syndicales empêchent le déploiement et la multiplication de formes de solidarité à la base[2]. Mais c'est avant cela la volonté de maîtrise et de contrôle, les réflexes bureaucratiques, le désir d'être quelque chose dans le monde tel qu'il est, qui minent toute possibilité d'émancipation réelle et effective dans un cadre syndical.

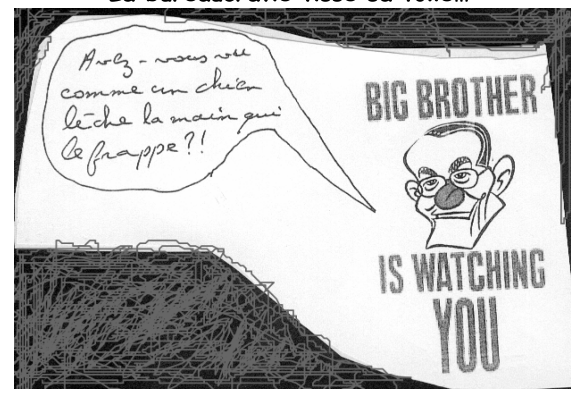


Les grèves étudiantes ont été le fait de minorités actives mais déterminées. L'isolement des étudiants en grève et leurs difficultés à élargir la lutte s'expliquent par le fait que les étudiants forment moins encore que dans les années 1960 un groupe social homogène. Il n'est pas possible de parler aujourd'hui de communauté étudiante, sauf

[2] Autre exemple caricatural, pour limiter et contenir les grèves à la SNCF, les délégués de la CGT se sont opposés au vote par site de travail, lui préférant une organisation par poste, plus facile à contrôler.

d'une manière abstraite. Les universités sont des lieux où règne l'anonymat et une séparation au moins aussi importante que dans le reste de la société, sinon plus. Par ailleurs, les étudiants ne sont plus seulement des étudiants, mais aussi déjà des travailleurs. Si peu d'étudiants ont bloqué les facs, c'est peut-être d'abord parce qu'ils n'ont plus le temps de « vivre » à l'université du fait du salariat. Le capitalisme postindustriel, en raison de la réduction de l'espace et du temps qu'il engendre, a tendance à faire disparaître la mémoire sociale, et donc le temps lui-même. Mais la réduction de l'espace temporel et du temps disponible se double d'une difficulté à faire des expériences sociales, ce qui se vérifie aussi sur les lieux de travail ; d'où les difficultés à développer pratiquement des solidarités politiques à la base.


La bureaucratie tisse sa toile…



L'intégration d'une contrainte invisible au moins aussi redoutable que les structures syndicales ou de partis bloque également le développement d'expériences politiques et sociales réelles : c'est la permanence de la légalité, l'intégration à l'espace politique légitime. On a vu ainsi des étudiants de plusieurs universités accepter de participer à des votes organisés par les autorités universitaires, alors qu'il aurait fallu contester la violence légale de l'État représenté par les instances universitaires et ne reconnaître comme légitimes que les structures émanant des étudiants et des personnels en grève. La même incertitude s'est fait ressentir à propos des assemblées générales souveraines. S'il est nécessaire de faire en sorte que s'expriment différentes sensibilités, en faire une tribune ouverte aux anti-grévistes, qui ne sont pas simplement les non-grévistes, même s'ils sont cela aussi, semble en contradiction avec le développement de luttes radicales. Or une lutte radicale n'existe pas juste dans la forme, mais aussi dans le fond, autrement dit par son contenu. Très peu d'étudiants ont attaqué l'Université en tant que telle, c'est-à-dire comme lieu de tous les pouvoirs. Comme souvent lorsqu'il est question de la défense des services publics, il s'est agi le plus souvent de défendre le statut quo contre une instrumentalisation de la connaissance aux seules fins de l'économie. Pourtant, nous savons bien que l'Université répond déjà à des intérêts de type privé ou particulier et qu'elle n'a rien de démocratique. Son fonctionnement fondé sur la concurrence et fait de rapports de force, « de petits coups », de faux semblants, de volonté d'hégémonie culturelle, en font une institution où règne le secret, son fonctionnement réel étant soustrait au débat public. C'est un secret de Polichinelle, mais il est bien gardé. Ce dont il est question finalement concerne moins l'Université que le savoir : soit on défend une démocratisation totale de la connaissance, soit cette dernière est instrumentalisée et captée par des intérêts privés. Défendre une conception démocratique de la culture implique de sortir des lieux où les savoirs sont élaborés pour les diffuser et les discuter dans l'espace public. Il serait alors possible de mettre fin à la séparation entre les pratiques sociales et la réflexion portant sur ces pratiques. Une culture réellement démocratique ne pourrait aujourd'hui se concevoir que comme la réconciliation de la science avec la vie, un questionnement permanent et collectif portant sur la science et la technique comme enjeu pour l'humanité et mise en jeu de la vie humaine[3]. Mais on voit que c'est sur le caractère bien peu « démocratique » de nos sociétés qu'il faut s'interroger. Comment en effet permettre à tous de débattre de l'élaboration de la connaissance, de sa constitution en savoirs et de sa diffusion, de ses implications pratiques, alors que le temps de travail et l'industrie culturelle de masse ne nous laissent littéralement pas d'instant à consacrer à une

[3] Le progrès scientifique et technique n'a de sens en tant que progrès que s'il participe d'une humanisation générale de l'humanité. Une prouesse technique ne reste qu'une prouesse et ne constitue pas un progrès en soi si elle ne sert pas un tel dessein. La mobilisation d'immenses moyens sans finalité humaine et humanisante conduit à la barbarie actuelle.

telle activité de réflexion ? Au-delà de cette question, il faut reconnaître que peu d'étudiants ont critiqué les contenus des enseignements et les conditions de leur élaboration, la légitimité de ces savoirs, alors même qu'ils sont comme une justification pseudo-scientifique de l'ordre social établi et de sa violence.

Une autre illusion tenace joue à plein dans le blocage de l'imagination collective – ce sont les médias. Tout comme des grévistes ayant des revendications strictement économiques finissent toujours par lancer un appel plaintif aux directions syndicales, les mouvements de contestation politique en viennent presque toujours à se demander comment il serait possible de séduire les médias ou d'attirer leur attention. Les médias ne sont pourtant pas des dispositifs neutres : ils sont partie prenante de l'appareil bureaucratique d'État, bien que les États préfèrent aujourd'hui déléguer ce pouvoir de contrôle social à des intérêts privés. Les médias sont typiques d'un dispositif technique constitué en violence politique parce qu'ils prétendent dire ce qu'est le monde, alors qu'ils n'en produisent que l'une des représentations possibles[4]. Il est donc complètement illusoire de vouloir composer avec des illusions produites par les États via des intérêts privés, et dont le but est de faire la publicité de ce qui n'est pas essentiel : le plus important, le fonctionnement réel de la domination, est en effet la plupart du temps enfoui caché. Une prise de parole directe en dehors des médias est encore le plus sûr moyen d'instituer des espaces de lutte autonomes et tout entiers dirigés contre l'ordre établi et les conceptions du monde des classes dirigeantes, les médias finissant toujours par désamorcer un mouvement radical par intégration et par détournement de son sens initial, bloquant toute possibilité de communication vraie et donc d'expériences sociales et politiques réelles ou « réalisantes [5] ». La libération de l'imaginaire social et politique dans tout ce qu'il peut avoir de radical, notamment la subversion du langage qui permet de faire passer par et dans les mots les rêves de toute une époque, est essentielle à l'élaboration d'un monde autre et à la création de réalités nouvelles.

La forme et le fond

Les grèves à la SNCF et à la RAPT, dans les universités et les lycées, souvent le fait de minorités encore politisées, ont été contenues et bloquées. Tout se passe comme si après les échecs des luttes contre la réforme des régimes de retraite en 2003, plus rien n'était possible. Et effectivement, il se pourrait que plus rien ne soit possible d'un point de vue réformiste. Pourtant, nous avons des milliards de raisons de prendre des millions de « Bastille ». La tâche la plus urgente est à l'élargissement et à la politisation de la lutte sur des bases radicales. Mais à la radicalité des formes d'organisation doit répondre une nécessaire radicalité dans les formes d'action et dans la conception de l'organisation sociale et politique. La volonté d'autonomie ou d'auto-organisation et la référence de plus en plus appuyée à l'idée de la convergence des luttes pour l'émancipation sociale ne doivent pas masquer l'essentiel : la définition d'un contenu politique articulé avec des luttes politiques radicales réelles. Pratiques sociales et contenus politiques ne se réélaborerons sans doute que dans le cadre d'espaces oppositionnels inédits où idées, pratiques et expériences circuleront et s'accumuleront parce que nous vivons une époque de ruptures importantes. Les temps sont à l'actualisation et au renouvellement de la lutte pour la liberté et l'égalité sociale. C'est-à-dire à l'hypothèse révolutionnaire.■

---

[4] En ce sens, Guy Debord avait raison d'écrire dans *La Société du spectacle* que les sociétés où sévit le capitalisme le plus avancé se donne comme une immense accumulation d'images, autrement dit d'apparences et d'illusions.

[5] Voir ce que Christopher Lasch écrit des médias et de leur instrumentalisation de la contestation des années 1960 dans son essai *Culture de masse ou culture populaire* ?: Ed. Climats, 2001. Orwell saisit bien l'importance de tout cela quand il écrit, dans son roman 1984 : « *On a accompli cela en partie par l'invention de mots nouveaux, mais surtout en éliminant des mots et en dépouillant les mots qui restent de toute signification peu orthodoxe, et, autant que possible, de toute signification secondaire.* » Qui contrôle les mots et leur usage contrôle les esprits.

DES MAGICIENS À LA COUR DES MIRACLES

Il est frappant de constater à quel point l'Assemblée Générale de rentrée, à l'université Paris 8, fut marquée par l'illusion. Peut-être peut-on y voir la marque des traditionnels vœux et résolutions de bonne année.
La tribune habituelle, occupée par ses inconditionnels défenseurs, qui sont autant d'avant-gardistes éclairés, nous fit bien comprendre quel était l'enjeu majeur de l'assemblée : « l'organisation de la prochaine coordination nationale ».
Cela dit, et on peut le regretter, l'emploi du temps estudiantin, aussi bien réglé qu'une horloge, était davantage planifié et tourné vers la révision des partiels. Ladite assemblée réunit tout de même une petite centaine de personnes, ce qui n'est pas négligeable. Or celle-ci resta toute tendue vers l'organisation de la coordination qui occupa le gros de la discussion, si tant est qu'il est possible d'appeler « discussion » la longue et ennuyeuse suite de monologues qui ponctuent les AG.

Du surréalisme…

Seulement, il faut le rappeler, la coord' est censée être le relais des assemblées générales souveraines. Vu la tournure des discours, elle se révéla ici un dispositif qui vit pour lui-même et qui ne tient aucun compte de la réalité du « mouvement ». Autrement dit, il s'agissait pour les magiciens de construire un mouvement d'en haut en pensant le toit, et les fondations apparaîtraient d'elles-mêmes... Au-delà du réel, l'organisation de la coord' devait précéder la (re)construction d'un mouvement d'ampleur sur la fac. Par là-même, les magiciens-bureaucrates, dans toute leur incohérence, tenaient à la création d'un service d'ordre, avaient en tête par avance les points à aborder –censés être l'émanation de l'ag- etc. La salle se vidant, on assista quasiment à l'auto-mandatement des délégués.

… au syndicalisme pontifiant

L'évocation de questions importantes (répression, fonction et professionnalisation de l'université…) furent renvoyées à plus tard et soumises à la création de commissions qui, lors du mouvement de décembre, furent plus inexistantes les unes que les autres. Sans rire, il fut même proposé de créer un syndicat européen étudiant qui serait la fusion de tous les autres. Nous atteignîmes là le comble du performatif. D'autres commissions encore furent proposées : médias, université critique, jonction avec les travailleurs, groupes de réflexions divers*, cours 'alternatifs', pétitions géantes sur banderoles… autant de nouvelles idées, déjà apparues dès décembre qui ne firent fleurir aucun texte, aucun compte-rendu.
L'état du rapport de forces aurait pourtant requis un bilan de la mobilisation passée, le dégagement de visions politiques. Mais il était difficile de sortir du discours syndicaliste classique qui a par ailleurs bien montré ses limites.

Faut-il encore penser qu'aujourd'hui la récupération politicienne dans tout son art et ses trucages grossiers a encore de beaux jours ? Elle était aussi et surtout à un émiettement considérable des individus qui par des jeux d'ego, voulurent se complaire dans un simulacre de mobilisation.■

---

*En effet la réflexion reste toujours l'apanage de groupes particuliers, séparés du reste de la mobilisation, contrairement aux « petites mains » qui ont la possibilité de distribuer des tracts. Encore un bel exemple de construction de l'université critique.

Le rapt du temps

La vie n'est jamais qu'un morceau de temps arraché au néant. Notre être se confond avec cette unité provisoire de temps. Nous n'avons d'existence que dans le temps et la perception que nous avons de ce dernier dépend de l'usage que nous en faisons. Chaque moment de la vie intensément vécu nous semble consister davantage en une extension en profondeur du temps qu'en un segment linéaire. Ainsi il existe des espaces que nous percevons comme des niches ménagées en marge du temps qui passe et qui nous rendent quasi insensibles à sa fuite. Le temps s'étale alors comme une plage sans fin.

« Sur la nature de l'ennui, des conceptions erronées sont répandues. On croit en somme que la nouveauté et le caractère intéressant de son contenu « font passer le temps », c'est-à-dire : l'abrègent, tandis que la monotonie et le vide alourdiraient et ralentiraient son cours. Mais ce n'est pas absolument exact. Le vide et la monotonie allongent sans doute parfois l'instant ou l'heure et les rendent « ennuyeux », mais ils abrègent et accélèrent, jusqu'à presque les réduire à néant, les grandes et les plus grandes quantités de temps. Au contraire, un contenu riche et intéressant est sans doute capable d'abréger une heure, ou même une journée, mais compté en grand, il prête au cours du temps de l'ampleur, du poids et de la solidité, de telle sorte que des années riches en événements passent beaucoup plus lentement que des années pauvres, vides et légères que le vent balaye et qui s'envolent. Ce qu'on appelle l'ennui est donc, en réalité, un semblant maladif de la brièveté du temps pour cause de monotonie. » (Thomas Mann, *La Montagne magique*)

La vie quotidienne se résume, dans la plupart des cas, à ce temps de la monotonie qui puise sa source dans la répétition des choses, elle-même responsable de cette sensation d'accélération continue du temps qui nous gagne, notamment à partir du moment de notre entrée dans le monde du travail et de son cortège de « temps morts » (afin d'éviter tout malentendu, nous parlons ici et dans la suite de l'article du travail aliéné en vigueur dans les sociétés capitalistes ; il est clair qu'aucune société ne peut faire l'économie d'une activité humaine pour subvenir à ses besoins).

Henri Lefebvre désignait sous le nom de « temps contraint « celui des exigences en dehors du travail : transports, démarches et formalités, etc. » (*La Vie quotidienne dans le monde moderne)*. Le temps contraint réservé aux formalités a précisément tendance à s'accroître de manière fâcheuse, conséquence de la dégradation générale des conditions de vie, due par exemple à l'abandon volontaire par l'État d'un certain nombre de secteurs qu'il envisage de privatiser un jour. C'est le cas du service des postes. L'allongement des files aux guichets, les réclamations interminables rendues nécessaires par les multiples erreurs peuvent être assimilées à un véritable vol de temps, équivalent au montant des économies effectuées par l'État sur les frais de personnels. Citons encore le cas des urgences médicales, où l'on vole à la fois le temps des patients et celui des personnels médicaux, qui accumulent des heures qu'ils ne peuvent jamais récupérer ou qui ne leur sont pas payées comme elles le devraient.



Bien sûr, ceux qui ne travaillent pas n'échappent pas, ou alors de moins en moins, à cette forme de colonisation de leur vie, donc de leur temps. Ainsi, l'emploi du temps des chômeurs est compris dans une espèce de no man's land entre le temps de travail (qu'est-ce que le temps passé à rechercher du travail ?) et le temps contraint. Malgré cela, il reste en partie incontrôlable par le pouvoir. C'est aussi pour cette raison que l'État resserre son étau, faisant progressivement disparaître les indemnités de ceux qui ne réintègrent pas assez vite le monde du travail et le rythme de vie qui va avec, mieux connu, plus aisément maîtrisable. Il y va du maintien de l'ordre.

Comme si cela ne suffisait pas, les perspectives paradisiaques qui s'ouvrent à nous aujourd'hui sont non seulement une

augmentation du temps de travail hebdomadaire, mais un allongement du nombre d'années à travailler : quarante, bientôt quarante et une, puis quarante-deux années (et pourquoi s'arrêter là) à se crever la peau pour espérer ne pas sombrer dans la misère lorsque que le moment de la « retraite » sera venu, s'il vient. D'ailleurs, depuis qu'il existe dans cette acception, ce mot de « retraite » sonne comme s'il s'agissait là de l'antichambre de la mort. Il y a en effet un aspect épouvantable dans cette idée de se retirer de la vie, fût-ce de la « vie active », au sens donné à cette expression dans la langue du pouvoir, c'est-à-dire de cette période de la vie consacrée au travail. L' « entrée » comme la « sortie » de la « vie active » sont des seuils qui se succèdent, distants de nombreuses années, et qui sont tous deux l'enterrement de quelque chose : le premier, celui de la jeunesse et de ce qu'elle a su garder d'insouciance ; le second, celui de la pseudo-participation à la marche du monde, comme si l'intégration à l'exploitation économique de soi et des autres avait quelque chose à voir avec ce qu'on peut décemment appeler la vie. Et dire qu'une partie de l'enfance, de l'adolescence et de la jeunesse est mobilisée vers cet objectif, toujours un peu plus, à travers l'éducation et la propagande médiatique.

La compartimentation de la vie en périodes étanches et l'enchaînement supposé inéluctable de ces périodes constituent autant d'accélérateurs de temps, la plus longue en durée linéaire étant dans la plupart des cas celle du travail. Chacun est contraint de s'adapter au rôle qu'il est censé jouer à la place qu'il occupe. Dans les vers qui suivent, Shakespeare présente la vie comme une scène, où chaque acteur joue son rôle. Mais derrière le constat, transparaît la critique, car jouer un rôle éloigne les hommes de ce qu'ils sont, de ce qu'ils pourraient être s'ils se débarrassaient de leurs tristes oripeaux :

« Le monde entier est une scène, /Hommes et femmes, tous, n'y sont que des acteurs,/Chacun fait ses entrées, chacun fait ses sorties,/Et notre vie durant nous jouons plusieurs rôles./C'est un drame en sept âges. » (*Comme il vous plaira)*

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas ici d'une révolte métaphysique contre la caractère inéluctable du vieillissement, mais contre le fait que la vie se présente comme un moule dans lequel les individus n'ont plus qu'à s'insérer, l'essentiel ayant déjà été écrit pour eux par d'autres, les gardiens de l'ordre établi.

C'est ainsi que la vie de chacun est enchâssée dans des périodes de temps que chacun est amené à discerner et accepter très tôt et auxquelles le travail sert de ligne directrice, travail dont les nécessités sont toutes orientées par le pôle magnétique de l'Économie divinisée. La vie quotidienne est elle aussi aimantée et segmentée de la même manière, et les bornes qui la jalonnent sont autant de repères que l'on craint (la sonnerie du réveil, l'heure de la prise du travail ou du début des cours pour les plus jeunes) ou que l'on attend (la demi-journée, le soir), mais qui contribuent eux aussi à accélérer le temps comme les aimants surpuissants d'un accélérateur de particules. Et dès le lundi, c'est le prochain week-end qui sert de point de mire à tout un chacun. Au-delà, ce sont les prochaines vacances, le temps des loisirs qui miroite comme une belle récompense. Mais l'évasion qu'il est supposé permettre n'est jamais que l' « image inverse illusoire » du travail, parce qu'on tient là l'autre face de l'économie marchande, la consommation. Lui-même soumis au rythme du travail, le loisir s'inscrit entièrement dans le monde répétitif de la vie quotidienne. « On travaille pour gagner des loisirs, et le loisir n'a qu'un sens : sortir du travail. Cercle infernal. » (Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne, avant-propos à la deuxième édition*) Le loisir comme besoin est le petit complice enjôleur du travail dans le cadre de la vie aliénée où se consume le temps.

C'est à une « mobilisation totale » des esprits que nous assistons. Une société en voie d'abolir toute maîtrise de leur temps par les individus qui la composent est une société totalitaire. Bien entendu, il est rare que les hommes aient eu la maîtrise de leur vie, de leur temps. Dans le passé, les dispositifs idéologiques, notamment religieux, pour meubler tous les interstices de « temps libre » et pour bourrer les imaginaires, ont toujours existé. Mais nous subissons d'autant plus le poids de la période que sommes en train de vivre qu'elle vient en réaction contre une autre, celle des années soixante et début soixante-dix, où les espoirs de voir naître une société nouvelle ont été extrêmement forts, notamment au sein de la jeunesse. C'est une chape de plomb qui s'abat aujourd'hui sur nous, avec l'accélération que nous connaissons en France depuis quelques mois. La vie quotidienne, qui

était déjà le plus souvent le lieu de la monotonie, devient clairement celui de l'étouffement, de la barbarie économique et de la trivialité.



Manifestement l'enjeu du présent, alors que nous sommes en train d'assister à un glissement vers une société ultra-répressive, sous le regard passif de toute une frange de la population tétanisée par le discours d'un pouvoir qui agite l'épouvantail de la peur, déborde largement les revendications du moment telles que celles du « pouvoir d'achat », même si elles se comprennent tant les difficultés financières sont réelles pour un nombre croissant de gens. Il apparaît avec de plus en plus d'évidence à tous ceux qui sentent la nécessité de réagir que partis de gauche et syndicats, de par leur fonctionnement bureaucratique, sont non seulement des dispositifs inadaptés à la lutte, mais qu'ils sont des boulets complètement intégrés au dispositif de domination.

Les temps qui viennent seront ceux de la réorganisation. Déjà, en différents endroits, tentent de se mettre en place des assemblées ou comité populaires. C'est bien vers ce type de « loisirs nouveaux », comme dépassement de la fausse opposition entre la vie quotidienne et le « divertissement » en tant que produit dérivé de la première, qu'il faut désormais nous orienter. « Loisirs nouveaux », parce que ces assemblées ou comités doivent devenir des bases de réappropriation collective du temps, des espaces publics de débat, de réflexion, de formation mutuelle dans le but de mener une lutte radicale contre le monde existant, des lieux où la parole de chacun puisse servir de base à la refondation d'un projet politique dont le manque se fait cruellement sentir. « Loisirs nouveaux », parce que quelle autre perspective exaltante nous laisse-t-elle, cette société qui pétrifie la culture en commémorations et l'histoire en exemples édifiants, que d'œuvrer à son abolition ? Quelle sorte d'allégeance espère-t-il de notre part, ce système dont les idéologues ont décrété qu'à l'avenir ça serait comme maintenant et que les seules conquêtes à envisager seraient celles de nouveaux marchés ? Ces « loisirs nouveaux » n'auront rien à voir avec le divertissement, ils ne nous détournerons pas du monde. Assemblées ou comités ont vocation à se coordonner, à occuper tout l'espace politique et social, à se substituer aux formes mortes que sont partis et syndicats. Ils doivent servir de bases au combat pour la prise en main collective de la production et de toutes les activités liées à la vie sociale, organisées non plus en fonction d'impératifs économiques, mais modelées selon une utilisation pleinement créative du temps. Ils seront réellement ces espaces de temps libéré appelés à s'étendre à toute l'existence, là où la lutte rejoint la vie, là où la création d'un avenir radicalement autre ne sera plus confinée dans les rêves.■

Les gardiens du temple de l'Économie

Nous savions que l'économie était la religion naturelle de la société marchande. Mais aujourd'hui, on ne plaisante plus avec le dogme, ni avec les livres saints. Ainsi, dans un journal, Le Figaro (15/01/2008), on apprend que dans les manuels d'Économie, ces traités de savoir compter à l'usage des jeunes générations, serait développée une idée « trop négative de l'entreprise ». On apprend aussi qu'un dénommé Rocard rend l'enseignement de cette matière « responsable du blocage du dialogue social ». Afin d'en finir avec l'anarchie qui semble avoir pris le dessus dans l'enseignement de ce néo-catéchisme, une commission dirigée par le « titulaire d'une chaire de théorie économique et organisation sociale du collège de France » a été nommée pour réaliser un audit. Il fallait bien ça. Tout le monde sait que les maisons d'édition de livres scolaires, les facultés d'économie et les salles des professeurs sont peuplées de dangereux insoumis, adeptes d'un keynésianisme qui a longtemps fait trembler les patrons.■

Boarding Gate

Le dernier film d'Olivier Assayas, *Boarding Gate*, raconte l'histoire d'une jeune femme qui assassine son ex-amant, un magnat de la finance internationale, qui n'hésitait pas à la prostituer auprès de ses clients. En fait le meurtre a été commandité. L'héroïne doit fuir à Hong-Kong, où elle manque de se faire éliminer. Elle s'aperçoit alors qu'elle n'est qu'un jouet aux mains de personnages dont les intérêts la dépassent. Ce film est la preuve qu'on peut encore, au cinéma, jeter un regard lucide sur le monde et en particulier sur le système qui le vampirise au point de vouloir se substituer à la réalité, le capitalisme moderne.

Le lieu où se déroule l'action de la première moitié du film – sommes-nous aux États-Unis, à Londres ou à Paris ?- est quelque peu indéterminé. Mais quelle importance, puisqu'on y fait la même chose : du business sous toutes ses formes, des profits boursiers aux trafics les plus illicites. Un concurrent est un ennemi, on ne l'évince pas, on l'abat, on le trompe dans le meilleur des cas. C'est la seule loi qui vaille dans cet univers uniforme. Le déplacement dans l'espace – on passe de l'occident réputé « démocratique » à Hong-Kong, porte d'entrée d'une Chine hypercapitaliste dominée par un parti communiste – est la marque d'une évolution politique inexorable des formes de domination, celle d'un totalitarisme mondialisé de moins en moins « soft ».

Le sort réservé à l'héroïne, avilie et manipulée dans tous les sens du terme par des prédateurs variés et divers aux intérêts contradictoires, est une illustration particulièrement réussie de la réification des êtres. Dans un premier temps, ceux qui parmi eux lui donnent l'occasion et les moyens de se venger sont aussi ceux qui la font ensuite plonger dans une dépossession et un désespoir encore plus grand. Le monde dans lequel elle se débat a été entièrement façonné par ceux qui la maintiennent dans la dépendance. Il est vrai que cela ne va pas sans une forme de participation active de l'héroïne, qui aspire à jouer son propre jeu parmi les loups. Mais peut-elle faire autrement ? Comme elle, le spectateur est plongé dans ce monde oppressant qui paraît ne pas avoir d'extériorité. La plupart des scènes se déroulent dans des lieux clos : appartements, entrepôts, aéroports, boîtes de nuit. Les scènes de rue sont extrêmement rares, et lorsque l'héroïne s'y retrouve, c'est qu'elle fuit. Mais elle se fait à nouveau très vite happer, enfermer, menacer, droguer, tromper par un ennemi aux multiples facettes et aux motivations opaques.

Il est difficile, dans le film, de distinguer réellement le monde des affaires et le milieu des malfrats. Les deux s'interpénètrent. Les personnages qui tirent les ficelles ont un pied dans chacun d'eux. La première scène du film présente deux hommes d'affaires, les armes à la main dans un stand de tir, façon série américaine. Ils parlent armes avant de parler affaires. Il est clair que les affaires sont des armes et que les armes régleront l'affaire. À aucun moment ces « hommes d'affaires » ne se sentent menacés. La police n'existe pas pour eux, elle est un élément du dispositif, de leur dispositif et la seule qui risque gros, qui est recherchée, est l'héroïne, celle qui a pris tous les risques et ne dispose plus d'aucune liberté d'action. Elle est bel et bien contrainte à une sorte de fuite en avant, privée de solution de repli, privée de liens, privée d'histoire, isolée dans un monde qui sépare.

Dans les *Commentaires sur la société du spectacle*, en 1988, Guy Debord avait mis en évidence quelques-unes des caractéristiques essentielles de l'évolution de la société du spectacle aux cours des vingt années qui précédaient. Le film d'Olivier Assayas est une tentative plutôt réussie de mise en images du spectaculaire intégré tel que le définissait Guy Debord, à savoir cette fusion entre les sociétés d'abondance marchande dites démocratiques (spectaculaire diffus) et les états totalitaires du XXe siècle (spectaculaire concentré). Le spectacle intégré se rapproche bel et bien d'une nouvelle forme de totalitarisme sans dictateur visible, mais qui rend la vie des individus totalement perméable aux exigences de pouvoirs prédateurs qui les transforment plus que jamais en objets. Ces sources de pouvoir exercent une domination d'autant plus prégnante qu'elles sont insaisissables, même si elles sont bien réelles, et le désarroi des individus est d'autant plus grand qu'ils ne savent contre qui se retourner. Si l'héroïne entrevoit au dernier moment le fin mot de

l'histoire, c'est par hasard, et parce que le genre fictionnel le permet. Le spectateur est en état d'extériorité par rapport au film. Quand c'est la réalité elle-même dans son ensemble qui fonctionne comme une fiction, tout devient plus compliqué. Le film d'Olivier Assayas est une brèche ouverte dans cette réalité fictive.■

Former des groupes pour quoi faire ?

Sous le titre : « *Formons des groupes* ! », la CNT-AIT a diffusé un texte qui est une proposition de réorganisation de la lutte sociale et politique à la base[1]. L'auteur du texte fait une critique lucide des « organisations de lutte pyramidales centralisées » qui reproduisent le mode d'organisation et le système de hiérarchies du capitalisme, avec leurs chefs et leurs exécutants, la primauté accordée à l'organisation au détriment de l'individu et de la liberté de penser, avec leur absence de démocratie interne. Si le XIXe siècle a été celui des utopies, le XXe se caractérise par le triomphe du réalisme et de la mystique de la prise du pouvoir dans laquelle le rôle de l'organisation devient central. Mais lorsque l'organisation se constitue en entité séparée, elle n'est plus que l'expression du pouvoir de quelques-uns et de la tyrannie. C'est alors que le mouvement révolutionnaire initial agonise, étranglé par les mains épaisses de la bureaucratie en formation. On peut aussi être d'accord avec les analyses tendant à mettre en évidence l'émergence de nouvelles formes de lutte basées sur les comités, les mouvements sociaux larges ou les assemblées populaires non institutionnalisés et, de ce fait, potentiellement porteurs de radicalité. L'idée d'une auto-organisation des luttes sur un modèle antiautoritaire et sans concession pour le pouvoir semble d'ailleurs faire son chemin parmi ceux qui se sont mobilisés ces dernières années. Nous sommes aussi d'accord pour dire que la lutte ne peut pas se contenter d'être syndicale et qu'elle doit occuper tout l'espace de la vie quotidienne parce que la lutte pour l'émancipation est politique et pas seulement économique, travers dans lequel tombe trop souvent les combats « syndicaux » qui s'en tiennent à des revendications purement réformistes, faute de pouvoir faire une critique globale de la domination capitaliste sur et en dehors des lieux de travail.

Mais le texte reste ambigu et même contradictoire. S'il ne peut plus être question de développer des organisations ayant pour fin la prise du pouvoir d'État et de sa conquête, il n'est pas possible de l'ignorer. Quand l'auteur écrit qu'il ne s'agit plus ni de s'emparer du pouvoir ni de conquérir le système de production, il ne voit pas qu'il accepte tout simplement de continuer à subir l'exploitation, la domination et l'assujettissement. Il ne s'agit pas de conquérir le pouvoir, mais il faudra bien quand même le détruire si nous voulons être libre et prendre le contrôle de nos vies. L'accession au bonheur ne se fera sans doute pas uniquement par la répartition plus juste des biens matériels issus du progrès technique, mais il n'en demeure pas moins que c'est cette même technique, développée dans un contexte social-historique particulier, le capitalisme industriel et post-industriel, qui asservit les hommes, ou plutôt des hommes utilisent cette technique pour en dominer d'autres tout en détruisant la nature. Dès lors, on ne voit pas très bien à quoi bon former de tels groupes tant le texte réduit l'affrontement avec le pouvoir à une simple désertion, comme s'il était encore possible de se soustraire à la domination de la techno-science. C'est au contraire du côté de la neutralisation du complexe techno-scientifique et du déploiement d'une technique respectueuse des hommes et de la nature que se situe la radicalité du projet révolutionnaire.

Le collectif altermondialiste « *Les Sans Voix* » » a de son côté pris l'initiative d'organiser des forums politiques. On peut voir ces forums comme l'ébauche d'espaces politiques oppositionnels où la parole peut circuler librement et où les expériences politiques peuvent être partagées. L'initiative est intéressante parce qu'elle pose un problème de fond : la nécessité d'ouvrir des espaces constitués horizontalement à partir desquels il serait possible de nouer des liens de solidarité,

[1] Voir la revue de la CNT-AIT *Anarchosyndicalisme* n° 102, p 10.

de se regrouper sur des bases démocratiques et de contribuer à la formation d'une conscience collective de l'oppression. Mais ces forums et autres assemblées populaires n'ont véritablement d'intérêt que s'ils aboutissent à des collectifs où pourraient s'élaborer une compréhension et une critique globale de la domination capitaliste actuelle. Il ne saurait être seulement question de faire l'étalage d'expériences limitées et de les ajouter les unes aux autres, même s'il est peut-être indispensable d'en passer par là, mais de libérer l'imagination collective. Le mouvement altermondialiste s'est contenté le plus souvent de critiquer d'une façon plus ou moins radicale le capitalisme globalisé, mais seul le développement de pratiques politiques et sociales renouvelées permettrons de remettre en cause la marche du capitalisme devenu monde (la mondialisation, avec son cortège de misères, de désastres écologiques et de morts). On entend souvent dire qu'il faut s'organiser en dehors de l'État, voire à côté de la société, comme si l'État n'était pas une totalité ou comme s'il laissait encore des espaces où s'installer. Ne pas faire une critique de la domination et de son fonctionnement comme totalité, et donc ne pas s'interroger sur la nature de l'État et des moyens à mettre en œuvre pour le combattre, c'est prendre le risque d'être réprimé. La convergence de collectifs ou d'assemblées sur la base de luttes sociales réelles et de contenus politiques communs allant dans le sens d'une critique pratique du capitalisme globalisé comme totalité apparaît comme une réponse probable à la domination actuelle. Mais une telle critique à portée pratique restera de l'ordre des idées si elle ne s'appuie pas sur un imaginaire social et politique qui serait l'expression d'une conscience collective souveraine et dressée contre l'État.

L'éducation populaire est aussi une forme possible à partir de laquelle pourrait s'élaborer une conscience politique collective et une critique de la domination. Mais elle doit être redéfinie pour éviter toute ambiguïté. S'il s'agit de libérer l'imagination collective, d'échanger des expériences politiques et sociales sur des bases égalitaires, l'expression « éducation mutuelle » est sans doute plus appropriée. On se souvient que l'association altermondialiste ATTAC parle déjà d'éducation populaire. Mais dans ce cas il est question de débats dûment organisés et encadrés, où interviennent spécialistes et experts venus instruire le bon peuple. On comprend dans ces conditions comment le parti socialiste a pu aussi facilement récupérer le procédé à des fins électoralistes sous l'appellation « démocratie participative », la démocratie se réduisant ici à une participation à sa propre domination.

L'éducation populaire pourrait aussi laisser entendre qu'il s'agit de faire de la pédagogie, un terme très marqué idéologiquement et qui, ces dernières années, a souvent été utilisé à tort et à travers pour ne plus évoquer l'essentiel : la question sociale et la violence toujours plus grande dans les rapports sociaux. L'éducation « mutuelle », si on la conçoit comme un échange d'expériences sociales et comme une repolitisation à la base des questions fondamentales : violences policières, exploitation économique, colonisation par la marchandise des imaginaires et de la vie quotidienne, destruction de l'environnement, production d'espaces urbains où règne la séparation (ghettoïsation) etc., concerne les jeunes et les moins jeunes. Il resterait encore toutefois à mieux cerner les formes qu'elle pourrait prendre…■

Si vous voulez nous contacter ou recevoir les bulletins précédents :

georges.ouden@caramail.com